

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/22

Notes pour une allocution
du Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures à la
Conférence Attentes 1990

CALGARY

Le 22 avril 1985

Avant que je ne revête mon habit de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, permettez-moi de vous toucher quelques mots en tant qu'Albertain qui s'est trouvé en première ligne dans les conflits entre notre province et notre pays, au cours de l'amère décennie qu'ont inaugurée les changements survenus dans les prix mondiaux du pétrole. Je présenterai quelques brèves réflexions sur cette expérience, et sur la nécessité de l'oublier.

Le pays a traversé une période peu naturelle durant laquelle la politique nationale semblait être dirigée contre les intérêts de l'Ouest du Canada. Ce fait est ressorti dans toute sa brutalité dans le Programme énergétique national et les premières propositions libérales sur les amendements à la Constitution, mais l'impression de préjudice s'est attachée aussi aux politiques concernant VIA Rail, le tarif du Nid-de-Corbeau, l'application du bilinguisme et d'autres questions. Cette période a modifié les relations entre l'Ouest canadien et le reste du pays; elle a créé une atmosphère d'affrontement, dans laquelle il était de plus en plus difficile de se mettre d'accord sur des programmes, ou même sur des fins nationales.

Comme le sait tout Canadien de l'Ouest, il existait là un terrain fertile de désaccord, parce que les habitants de cette région ont été élevés dans la méfiance de l'Est. Cela fait partie de l'héritage qu'a reçu notre nouveau gouvernement, et nous agissons en étant pleinement conscients du message très clair qui ressort des signaux envoyés par les Canadiens à tous les gouvernements le 4 septembre dernier: les Canadiens veulent voir fonctionner le Canada comme un pays uni, et ils s'attendent à ce que le gouvernement national traite toutes les régions équitablement. À ce dernier chapitre, nous pouvons dire que nous avons pris un bon départ avec l'accord de Terre-Neuve, l'accord sur l'énergie de l'Ouest, la décision concernant la péréquation, la tentative sincère de traiter les Canadiens autochtones avec justice, et l'engagement actif de procéder par consultation, que ce soit sur le budget, le GATT, ou encore la politique sociale ou étrangère.

Mais cette atmosphère de conflit latent ne sera pas rompue seulement par Ottawa. Nous savons tous que la santé d'une entreprise, d'une industrie ou d'une province dépend de la santé de l'ensemble du pays. Nous savons que les problèmes qui se posent au Canada ne se limitent pas aux réalités économiques. Nous avons une nation à guérir, ainsi qu'une économie à reconstruire. C'est pourquoi j'apprécie si vivement l'initiative de cet organisme qui réunit des représentants du secteur privé, des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral, d'une manière qui nous définit par nos préoccupations communes, et non par nos

différences juridictionnelles. L'Ouest du Canada, en particulier, a payé très cher des gouvernements qui étaient si intéressés à leur sphère de compétence qu'ils perdaient de vue le bien-être de leur pays. Il est grand temps que nous nous remettions à construire ensemble.

De toute évidence, il n'y a pas que l'attitude des gouvernements qui doit changer. Au cours de la dernière décennie, d'autres pays, d'autres économies nous ont devancés, en dépit de nos compétences et ressources abondantes. Examinons quelques statistiques. En 1968, le Canada exportait plus que les Japonais; aujourd'hui, la part du Japon est plus que le double de la nôtre. En tant que pays exportateur, nous sommes tombés du quatrième rang au huitième dans le monde. Sur soixante-dix secteurs manufacturiers, nous avons conquis une part du marché seulement dans quatre secteurs et nous avons reculé dans vingt-et-un.

Une analyse des tendances de la productivité ne se révèle pas plus encourageante. Entre 1970 et 1981, le Canada a été parmi les tous derniers des grands pays industriels pour ce qui est de la croissance de la production manufacturière par personne employée. En outre, dans le secteur manufacturier, la combinaison d'un rendement relativement faible et d'une rémunération élevée par heure de travail a fait monter nos coûts de main-d'oeuvre par unité de production. Cela est particulièrement évident en comparaison avec les États-Unis. Il est aussi significatif que les taux de rendement brut du Canada dans le secteur manufacturier aient été fort inférieurs, en 1982, à ceux des États-Unis, du Japon, de la France et de l'Allemagne.

Mais quittons maintenant les statistiques pour examiner les tendances.

Dans l'espace de notre génération, le Japon est passé des jouets aux radios, à la construction navale, aux voitures, aux techniques de pointe. Nous assistons maintenant au même phénomène, à différents stades, en Corée, à Hong Kong, au Brésil et au Mexique. Une évolution analogue risque de se produire en Chine, aux Philippines, en Thaïlande et en Inde. D'une façon différente, les membres de la Communauté européenne se sont aussi adaptés aux réalités nouvelles, en s'associant pour édifier et élargir leur marché commun.

Prenons une autre tendance. Les termes mêmes de l'échange ont joué contre la base de ressources dont dépendait la croissance canadienne. Dans les années 1950, par exemple, le Canada fournissait 90 % du nickel du monde, mais

la concurrence étrangère a ramené notre part, aujourd'hui, à un tiers de ce chiffre. Et pourtant nous dépendons maintenant davantage, et non moins, du commerce des matières premières qui comptaient pour un quart de nos échanges en 1971, et un tiers en 1981. Nous n'avons tout simplement pas su nous adapter aussi rapidement que nos concurrents à un monde en mutation.

Envisageons enfin le protectionnisme. C'est une force croissante partout dans le monde et qui se manifeste avec une vigueur particulière aux États-Unis. Nous venons à peine d'échapper de justesse à l'application de mesures proposées aux États-Unis en vue d'imposer de nouvelles restrictions aux importations de bois tendre, de bois d'oeuvre, d'acier et de cuivre. Imaginez un instant ce que les conséquences auraient été si les décisions des États-Unis s'étaient faites dans l'autre sens.

Ces tendances, qui seraient inquiétantes pour toute économie, sont alarmantes pour la nôtre parce que, plus que beaucoup d'autres nations, nous devons soutenir la concurrence internationale pour survivre. Près de 30 % de notre PNB provient du commerce international, en comparaison d'un peu plus de 15 % pour le Japon, et 10 % pour les États-Unis.

Nous n'avons pas choisi ces réalités et nous n'avons pas d'emprise sur elles. Le Japon ou la Corée n'ont pas eu besoin de notre permission pour devenir et rester vigoureusement compétitifs. Le Royaume-Uni n'a pas demandé notre permission pour adhérer à un marché européen plus vaste et cesser d'accorder la préférence aux pays membres du Commonwealth. Les États-Unis n'ont pas consulté le Canada avant de créer la Vallée du silicium. C'est ainsi que vont les choses dans le monde.

Personne ne s'occupera du Canada si ce n'est le Canada lui-même. La seule façon dont nous pouvons subvenir à nos besoins, avec notre immense potentiel et notre faible population, c'est de devenir hautement compétitifs, et de faire fond sur les intérêts que nous avons en commun avec d'autres, et notamment sur l'intérêt que nous avons à un régime commercial mondial plus ouvert.

Je fais cette observation parce qu'on s'imagine souvent que le Canada, du fait de ses richesses naturelles, ou de son ingéniosité ou de son caractère, est à l'abri des changements qui transforment le monde. Les Canadiens sont tentés de croire que la croissance est possible sans le changement. C'est là une illusion dangereuse, parce qu'elle

nous dissuade de concevoir des façons de nous bâtir un solide avenir.

Mais comment bâtissons-nous cet avenir?

Je vais passer en revue ce que notre gouvernement se propose de faire dans quatre domaines: les investissements, la concurrence, la nouvelle série de négociations du GATT, et un encouragement direct du commerce canadien, notamment avec les États-Unis et les pays de la bordure du Pacifique.

Nous accordons une priorité absolue au rétablissement de la réputation du Canada en tant que pays qui accueille volontiers et récompense les investissements. Notre première grande initiative a été de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger, et le budget de M. Michael Wilson continuera d'encourager l'esprit d'initiative et l'investissement. Nous voulons que le monde sache que le Canada se relance en affaires.

Mais l'investissement n'est qu'un pas dans la voie d'une compétitivité accrue. Nous avons couvé des problèmes qui ont permis à d'autres pays de prendre de l'avance. Je mentionnerai deux domaines à cet égard: la recherche et le développement, et notre système éducatif.

L'OCDE place le Canada dans la catégorie de ceux qui affectent des sommes "moyennes" à la R et D, en comparaison des autres États membres, même si notre pays soit généralement mis au rang des "grandes" économies dans le cadre de cette organisation. Notre engagement envers la R et D reste en arrière de notre investissement dans d'autres activités économiques. Dans la R et D industrielle, nous nous situons encore plus bas si l'on prend les chiffres par habitant. Dans le domaine de l'éducation, il semblerait que le système canadien ne prépare pas comme il le devrait les diplômés qui doivent affronter le marché international. Selon les évaluations internationales actuelles, les étudiants canadiens ne remportent pas des notes assez élevées dans des matières clés comme les mathématiques. Nous devons aussi nous demander si la structure de la spécialisation au niveau postsecondaire produit le mélange optimal d'ingénieurs, de scientifiques et de gestionnaires qu'exigera le fonctionnement d'un monde industriel avancé.

Mon collègue, Tom Siddon, vous parlera plus en détail de certaines de ces questions cet après-midi, et Flora Macdonald travaille avec les ministres provinciaux à

la conception de programmes de formation adaptés au monde moderne. C'est en effet le monde où nous devons soutenir la concurrence et l'emporter.

Une nouvelle série de négociations du GATT a beaucoup à offrir aux Canadiens de l'Ouest. Nous devons élargir le commerce des produits agricoles et d'autres produits de base, et intensifier l'accès aux marchés des produits pétrochimiques et d'autres produits occidentaux hautement compétitifs. Nous voulons que les nouvelles négociations portent sur le commerce international des services, depuis la technologie de l'exploration jusqu'à l'ingénierie et aux finances; l'Ouest du Canada a des sociétés qui peuvent entrer en concurrence avec les meilleures du monde, si cette concurrence est menée de façon équitable.

La nouvelle série de négociations devra bien entendu traiter du système extrêmement complexe des obstacles non tarifaires, qui vont des contingents "volontaires" à des politiques de passation de marchés publics favorisant les produits nationaux et à des "arrangements de commercialisation ordonnée". Les meilleurs renseignements sur les barrières non tarifaires viennent de nos exportateurs. Au moment où nous nous préparons aux négociations, nous avons besoin de savoir ce que vous avez appris.

En tant que nation commerçante, le Canada subirait un énorme préjudice si les barrières protectionnistes demeuraient toujours aussi nombreuses. Il est d'une importance vitale que nous réaffirmions notre engagement dans le domaine commercial, mais nous devons aussi reconnaître que ce geste doit trouver l'appui de nos grands partenaires commerciaux. Il y a deux semaines, Michael Wilson et moi avons présidé, à Paris, des réunions des ministres des Affaires étrangères et des Finances des pays de l'OCDE. Les grandes puissances industrielles du monde assistaient à ces réunions, et la plupart d'entre elles ont reconnu que toute nouvelle érosion du système international des échanges comporte de graves dangers.

Des réunions préparatoires commenceront probablement cet été, et beaucoup d'entre nous espèrent que l'on sera déterminé à voir commencer la nouvelle série de négociations au début de l'année 1986. Afin que cela se produise, les pays en développement devront percevoir les avantages que présente pour eux-mêmes une nouvelle série de négociations. Dans cette optique, j'ai envoyé des hauts fonctionnaires dans des pays de l'Amérique latine ces dernières semaines, et d'autres consultations directes sont prévues avec le Brésil, l'Inde et d'autres pays en développement ou d'industrialisation récente. C'est là le genre de

rôle constructif qui s'offre à un pays avec des traditions comme les nôtres, et nous entendons l'exercer.

Je ferais observer, en passant, que nous pouvons jouer un rôle analogue pour aider à surmonter les différences entre pays industrialisés et pays en développement sur la question de la dette internationale. Cette question est importante pour notre commerce, parce qu'elle influe sur la capacité des acheteurs éventuels d'acquiescer ce que nous vendons.

Je parlerai enfin de la promotion commerciale. Récemment, le gouvernement a organisé Carrefour des marchés mondiaux 85. Dans 18 villes du Canada, nos délégués commerciaux ont eu 7 300 entrevues avec des gens d'affaires canadiens. Nous inviterons les sociétés à visiter des marchés prometteurs et nous les aiderons à évaluer les possibilités d'exportation. Cette initiative fait partie d'Exportations 85, activité qui, durant toute l'année, permettra de convaincre les Canadiens de l'importance des exportations pour leur prospérité et leur fera connaître les services qui ouvrent l'accès aux marchés étrangers.

Nous encouragerons les exportations dans toutes les parties du monde, mais deux grands marchés ont un potentiel particulier, notamment pour l'Ouest du Canada. L'un d'eux est les États-Unis, où nous devons relever le défi de conserver les marchés existants ainsi que d'en conquérir de nouveaux. L'autre est la bordure du Pacifique qui, croyons-nous, sera la principale source de croissance nouvelle pour le Canada dans les années à venir.

Il y a dix ans, l'immigration canadienne en provenance des pays du Pacifique a dépassé, pour la première fois de notre histoire, l'immigration provenant d'outre-Atlantique. Il y a deux ans, notre commerce avec la région du Pacifique a dépassé pour la première fois notre commerce atlantique. En 1979, un gouvernement conservateur à la vie courte organisait la première conférence nationale sur le Canada et les pays de la bordure du Pacifique. Ce gouvernement - comme le gouvernement actuel - comptait des ministres éminents de l'Ouest canadien qui étaient conscients de l'importance, pour notre avenir, des pays situés à l'Ouest. Depuis cent ans, le Canada est une nation du Pacifique en raison de sa position géographique, et nous avons l'intention d'en faire aussi une nation du Pacifique par son esprit.

Chose assez curieuse, l'initiative commerciale qui provoque la plus grande controverse est celle qui concerne notre meilleur ami, et notre plus grand partenaire, les États-Unis.

Pour la plupart des gens, les relations entre le Canada et les États-Unis sont une question émotive, et non économique. Les États-Unis d'Amérique rendent certains d'entre nous nerveux, et d'autres fiers, et il est possible que personne ne puisse envisager ces relations objectivement. Je vous demanderai toutefois de mettre en veilleuse vos émotions et de vous arrêter aux possibilités qui s'offrent à un pays incroyablement riche de 25 millions d'habitants qui partage un continent avec un concurrent et un marché de 240 millions de personnes, et qui partage un monde avec des nations dont la main-d'oeuvre et la technologie posent un défi considérable.

Demandez-vous si un pays peut soutenir la concurrence en produisant pour 25 millions d'habitants, quand son voisin a un marché intérieur dix fois plus considérable. Si l'on entoure ce pays de murs, même bas, garde-t-on la richesse enfermée à l'intérieur ou empêche-t-on la richesse de rentrer? Demandez-vous ensuite comment la nation plus petite devrait mener son jeu face à un plus grand voisin qui a les mêmes goûts, les mêmes talents et moyens techniques, mais à une échelle dix fois supérieure.

La question en jeu, ce n'est pas la force américaine, mais la force canadienne. Dans les années cinquante et soixante, les gouvernements canadiens avaient peut-être des raisons de craindre une absorption par les États-Unis. Je ne suis pas là pour discuter du passé, mais pour affirmer qu'aujourd'hui le Canada est assez fort, que nous sommes assez sûrs de nous-mêmes et de notre identité, pour oeuvrer sans crainte avec les États-Unis. Il y a trois semaines, à Moscou, j'ai dit à M. Gromyko que lui et son gouvernement devraient accepter le fait qu'il y a en Amérique du Nord deux nations fortes, distinctes l'une de l'autre, mais qui travaillent ensemble en amis. Personne ne sait encore la forme que prendront nos relations commerciales avec les États-Unis. Mais ces relations reposeront sur la confiance du Canada, et non sur ses craintes.

L'ironie des dix dernières années au Canada, et l'épithète de cette période, est que nous opérons un repli sur nous-mêmes pendant que nos concurrents se tournaient résolument vers l'extérieur. Tandis que le Japon, la Corée, l'Allemagne et la France mettaient au point de nouvelles technologies, nous procédions au rapatriement d'une constitution. Pendant que des pays d'industrialisation récente recherchaient des capitaux et des possibilités de croissance, nous avons créé l'Agence d'examen de l'investissement étranger et le Programme énergétique national. Nous avons perdu du temps et des avantages, et nous devons rattraper tout cela. J'ai confiance que nous pouvons le faire et je compte travailler avec vous à cet égard.